

Reducing Deforestation

Basic knowledge

Modules associés

- [Approches et outils participatifs](#)
- [Le changement climatique: adaptation et atténuation](#)
- [Planification de la gestion des forêts](#)
- [REDD+](#)
- [Réduire la dégradation des forêts](#)
- [Restauration des forêts et des paysages](#)



Ce module est destiné aux aménagistes des forêts et des terres, ainsi qu'aux parties prenantes de tous les secteurs participant aux efforts conjoints de lutte contre la déforestation. Il fournit des indications spécifiques sur l'analyse des facteurs de la déforestation, sur la manière de les combattre à différentes échelles et sur ce que les aménagistes peuvent faire dans leur sphère d'influence et de contrôle. Il est conseillé de lire ce module en parallèle avec le module [Réduire la dégradation des forêts](#).



Ce module est destiné aux aménagistes des forêts et des terres, ainsi qu'aux parties prenantes de tous les secteurs participant aux efforts conjoints de lutte contre la déforestation. Il fournit des indications spécifiques sur l'analyse des facteurs de la déforestation, sur la manière de les combattre à différentes échelles et sur ce que les aménagistes peuvent faire dans leur sphère d'influence et de contrôle. Il est conseillé de lire ce module en parallèle avec le module [Réduire la dégradation des forêts](#).

La déforestation et ses répercussions

La déforestation est la conversion à long terme ou permanente de la forêt en d'autres affectations, comme l'agriculture, le pâturage, les bassins versants, les infrastructures et les zones urbaines. Le terme déforestation ne s'applique pas aux superficies où les arbres ont été prélevés par suite de la récolte ou de l'exploitation, et où la forêt devrait se régénérer (de manière naturelle ou en adoptant des mesures sylvicoles), mais il s'applique aux situations dans lesquelles l'exploitation est suivie d'une conversion de la superficie forestière exploitée en d'autres affectations.

La déforestation peut avoir des répercussions énormes – allant de l'échelle locale à l'échelle mondiale – sur les sociétés et l'environnement. Au niveau mondial, la déforestation et la dégradation des forêts contribuent à près d'[un cinquième des émissions totales de gaz à effet de serre](#). Les autres répercussions de la déforestation pour l'environnement incluent: les dégâts causés aux habitats et leur fragmentation, ainsi que la perte de biodiversité; la perturbation des cycles hydrologiques; l'érosion des sols; et la désertification.

La déforestation peut avoir de graves conséquences socioéconomiques. Elle peut, par exemple: menacer les moyens d'existence, les cultures et la survie des populations tributaires des forêts, y compris des populations autochtones; affaiblir les économies locales et nationales; déclencher des conflits sociaux pour les ressources naturelles; augmenter l'impact des catastrophes naturelles; et provoquer des déplacements de population.

Bien que, dans de nombreux endroits (notamment dans certains pays en développement), le taux de déforestation est inquiétant, des études indiquent que la déforestation s'inscrit souvent dans un processus de dépérissement du couvert forestier qui est [suivi par des périodes de gains dans le couvert](#). Ces «transitions forestières» se produisent dans des pays présentant deux situations qui se chevauchent parfois: 1) une situation de développement économique qui conduit à l'abandon des terres agricoles et à la régénération spontanée des forêts; 2) une situation de pénurie de produits forestiers qui conduit à la plantation active d'arbres à la place des cultures ou des herbes pâturées. Les conditions dans lesquelles ces transitions ont lieu varient et, dans certains endroits, les transitions n'ont pas eu lieu du tout. La théorie de la transition forestière souligne l'importance de tenir compte des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts à la fois.

Le rôle de la GDF et des aménagistes dans la réduction de la déforestation

La déforestation est une préoccupation majeure pour les utilisateurs et les aménagistes des forêts parce qu'elle menace leurs moyens

d'existence. La déforestation porte non seulement à la réduction de la forêt disponible, mais elle peut aussi avoir des effets néfastes sur la productivité, la biodiversité et la santé des autres forêts voisines.

Les moteurs de la déforestation existent à l'intérieur et à l'extérieur du secteur forestier, et ils peuvent avoir des dimensions locales, nationales ou mondiales. C'est pourquoi il est souvent préférable de traiter la question de la déforestation à plusieurs échelles et selon des approches intersectorielles qui concernent toutes les utilisations des sols dans un paysage. Bien que les aménagistes aient un rôle à jouer à cet égard, la plupart des moteurs de la déforestation – surtout les moteurs socioéconomiques et politiques sous-jacents – se trouvent en-dehors de leur sphère d'influence et de contrôle.

Les aménagistes peuvent mettre un frein à la déforestation en sensibilisant les populations sur les **rôles joués par les forêts et les paysages** et sur les effets négatifs qu'elle a pour les autres utilisations des terres. Par exemple, la déforestation peut conduire à une pénurie d'eau et à une baisse de sa qualité, avec des conséquences inéluctables pour la productivité agricole et les utilisateurs d'eau en aval.

Les aménagistes et les autres parties prenantes peuvent aider à réduire la déforestation en montrant que les forêts constituent une **possibilité d'utilisation viable**, bénéfique pour les autres utilisations des terres, si la gestion durable des forêts (GDF) est appliquée dans le cadre d'une approche paysagère (et s'il existe une politique environnementale appropriée favorable). Cela peut être fait, par exemple, en étudiant l'utilisation et la commercialisation durables des différents produits et services forestiers; en évaluant les débouchés commerciaux et le développement des entreprises forestières; en favorisant la pleine reconnaissance de la valeur des forêts et de leurs services environnementaux; en étudiant les possibilités de paiement pour les services environnementaux fournis par les forêts; en contribuant à la diversification des moyens d'existence ruraux; et en promouvant la diffusion des expériences – des exemples de cas jugés particulièrement réussis dans lesquels les forêts sont des sources de subsistance importantes.

Outre la promotion des forêts en tant qu'utilisation viable des terres, les autres mesures à prendre pour s'attaquer à la déforestation incluent:

- le renforcement et l'expansion des aires forestières protégées;
- l'adoption de l'agroforesterie, du boisement, du reboisement et de la gestion durable des forêts plantées existantes pour satisfaire à la demande de bois, ce qui permettra de réduire les pressions pesant sur les forêts naturelles.

La plupart des moteurs de la déforestation devront être pris en charge en-dehors du secteur forestier – au niveau national et, si possible, au niveau mondial. La [REDD+](#), par exemple, s'inscrit dans le cadre des efforts internationaux permanents de réduction de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre associées, notamment dans les pays en développement.

*REDD+= réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts et le rôle joué par la conservation, la gestion durable des forêts et le renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

Réduire la déforestation contribue aux ODD:



Modules associés

- [Approches et outils participatifs](#)
- [Le changement climatique: adaptation et atténuation](#)
- [Planification de la gestion des forêts](#)
- [REDD+](#)
- [Réduire la dégradation des forêts](#)
- [Restauration des forêts et des paysages](#)

La déforestation et ses répercussions

La déforestation est la conversion à long terme ou permanente de la forêt en d'autres affectations, comme l'agriculture, le pâturage, les bassins versants, les infrastructures et les zones urbaines. Le terme déforestation ne s'applique pas aux superficies où les arbres ont été prélevés par suite de la récolte ou de l'exploitation, et où la forêt devrait se régénérer (de manière naturelle ou en adoptant des mesures sylvicoles), mais il s'*applique* aux situations dans lesquelles l'exploitation est suivie d'une conversion de la superficie forestière exploitée en d'autres affectations.

La déforestation peut avoir des répercussions énormes – allant de l'échelle locale à l'échelle mondiale – sur les sociétés et l'environnement. Au niveau mondial, la déforestation et la dégradation des forêts contribuent à près d'[un cinquième des émissions totales de gaz à effet de serre](#). Les autres répercussions de la déforestation pour l'environnement incluent: les dégâts causés aux habitats et leur fragmentation, ainsi que la perte de biodiversité; la perturbation des cycles hydrologiques; l'érosion des sols; et la désertification.

La déforestation peut avoir de graves conséquences socioéconomiques. Elle peut, par exemple: menacer les moyens d'existence, les cultures et la survie des populations tributaires des forêts, y compris des populations autochtones; affaiblir les économies locales et nationales; déclencher des conflits sociaux pour les ressources naturelles; augmenter l'impact des catastrophes naturelles; et provoquer des déplacements de population.

Bien que, dans de nombreux endroits (notamment dans certains pays en développement), le taux de déforestation est inquiétant, des études indiquent que la déforestation s'inscrit souvent dans un processus de dépérissement du couvert forestier qui est [suivi par des périodes de gains dans le couvert](#). Ces «transitions forestières» se produisent dans des pays présentant deux situations qui se chevauchent parfois: 1) une situation de développement économique qui conduit à l'abandon des terres agricoles et à la régénération spontanée des forêts; 2) une situation de pénurie de produits forestiers qui conduit à la plantation active d'arbres à la place des cultures ou des herbes pâturées. Les conditions dans lesquelles ces transitions ont lieu varient et, dans certains endroits, les transitions n'ont pas eu lieu du tout. La théorie de la transition forestière souligne l'importance de tenir compte des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts à la fois.

Le rôle de la GDF et des aménagistes dans la réduction de la déforestation

La déforestation est une préoccupation majeure pour les utilisateurs et les aménagistes des forêts parce qu'elle menace leurs moyens d'existence. La déforestation porte non seulement à la réduction de la forêt disponible, mais elle peut aussi avoir des effets néfastes sur la productivité, la biodiversité et la santé des autres forêts voisines.

Les moteurs de la déforestation existent à l'intérieur et à l'extérieur du secteur forestier, et ils peuvent avoir des dimensions locales, nationales ou mondiales. C'est pourquoi il est souvent préférable de traiter la question de la déforestation à plusieurs échelles et selon des approches intersectorielles qui concernent toutes les utilisations des sols dans un paysage. Bien que les aménagistes aient un rôle à jouer à cet égard, la plupart des moteurs de la déforestation – surtout les moteurs socioéconomiques et politiques sous-jacents – se trouvent en-dehors de leur sphère d'influence et de contrôle.

Les aménagistes peuvent mettre un frein à la déforestation en sensibilisant les populations sur les **rôles joués par les forêts et les paysages** et sur les effets négatifs qu'elle a pour les autres utilisations des terres. Par exemple, la déforestation peut conduire à une pénurie d'eau et à une baisse de sa qualité, avec des conséquences inéluctables pour la productivité agricole et les utilisateurs d'eau en aval.

Les aménagistes et les autres parties prenantes peuvent aider à réduire la déforestation en montrant que les forêts constituent une **possibilité d'utilisation viable**, bénéfique pour les autres utilisations des terres, si la gestion durable des forêts (GDF) est appliquée dans le cadre d'une approche paysagère (et s'il existe une politique environnementale appropriée favorable). Cela peut être fait, par exemple, en étudiant l'utilisation et la commercialisation durables des différents produits et services forestiers; en évaluant les débouchés commerciaux

et le développement des entreprises forestières; en favorisant la pleine reconnaissance de la valeur des forêts et de leurs services environnementaux; en étudiant les possibilités de paiement pour les services environnementaux fournis par les forêts; en contribuant à la diversification des moyens d'existence ruraux; et en promouvant la diffusion des expériences – des exemples de cas jugés particulièrement réussis dans lesquels les forêts sont des sources de subsistance importantes.

Outre la promotion des forêts en tant qu'utilisation viable des terres, les autres mesures à prendre pour s'attaquer à la déforestation incluent:

- le renforcement et l'expansion des aires forestières protégées;
- l'adoption de l'agroforesterie, du boisement, du reboisement et de la gestion durable des forêts plantées existantes pour satisfaire à la demande de bois, ce qui permettra de réduire les pressions pesant sur les forêts naturelles.

La plupart des moteurs de la déforestation devront être pris en charge en-dehors du secteur forestier – au niveau national et, si possible, au niveau mondial. La [REDD+](#), par exemple, s'inscrit dans le cadre des efforts internationaux permanents de réduction de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre associées, notamment dans les pays en développement.

*REDD+= réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts et le rôle joué par la conservation, la gestion durable des forêts et le renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

Réduire la déforestation contribue aux ODD:



In more depth

Moteurs de la déforestation

Les dynamiques et les causes de la déforestation sont multidimensionnelles, complexes et différentes d'un endroit à l'autre. Il existe des moteurs directs de la déforestation, qui sont associés à un ensemble complexe de moteurs indirects (dits « sous-jacents ») qu'il faudra également prendre en charge si les efforts déployés doivent porter leurs fruits à long terme. Ces moteurs peuvent aussi être classés comme anthropiques ou naturels.

Les principaux **moteurs directs** de la déforestation au niveau mondial sont:

- les cultures industrielles pour la production d'aliments, de matières premières, de fibres et de biocarburants (par ex. huile de palme, soja, viande de bœuf, maïs, riz, coton et sucre de canne);
- l'agriculture de subsistance ou locale;
- l'expansion des infrastructures;
- l'exploitation minière;
- l'expansion urbaine.

L'exploitation illégale, ou autrement non durable, est essentiellement un agent de dégradation des forêts, mais elle peut aussi ouvrir la voie à la déforestation: en effet, les forêts exploitées de manière sélective sont souvent déboisées après quelques années d'exploitation si la gouvernance est faible et que les chemins forestiers fournissent un accès immédiat aux terres agricoles ou à d'autres terrains constructibles.

Les **moteurs sous-jacents** correspondent aux interactions complexes de facteurs sociaux, économiques, politiques-institutionnels, technologiques et culturels qui influent sur les moteurs directs. Ils agissent aux différentes échelles suivantes:

- à l'échelle mondiale (forces du marché, cours des denrées de base et absence d'accords internationaux ou d'application de ces accords);
- à l'échelle nationale (croissance démographique ou mouvement de population, marchés internes, politiques nationales peu solides, politiques intersectorielles en conflit, institutions et gouvernance faibles, défaillances du marché, manque d'application des lois, activités illégales, conflits civils, intérêts divergents, relations de force inéquitables, centralisation des services);
- à l'échelle locale (pauvreté, changements dans le comportement des ménages, manque de terres, allocation peu claire et asymétrique des droits, changement technologique dans l'agriculture, manque d'investissements dans la GDF).

La différence entre les causes directes et les causes sous-jacentes, ainsi qu'entre les changements anthropiques et les changements naturels, est souvent floue car la déforestation implique parfois des enchaînements de causes et d'effets longs et complexes.

Les principaux moteurs de la déforestation vont probablement se renforcer dans les années à venir en raison des poussées démographiques et de la croissance économique; du processus d'urbanisation; de la consommation de viande; de la demande mondiale de produits ligneux et de produits agricoles de base; et des effets du changement climatique comme l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des incendies ou de l'apparition des ravageurs et des maladies.

Moteurs de la déforestation

Les dynamiques et les causes de la déforestation sont multidimensionnelles, complexes et différentes d'un endroit à l'autre. Il existe des moteurs directs de la déforestation, qui sont associés à un ensemble complexe de moteurs indirects (dits « sous-jacents ») qu'il faudra également prendre en charge si les efforts déployés doivent porter leurs fruits à long terme. Ces moteurs peuvent aussi être classés comme anthropiques ou naturels.

Les principaux **moteurs directs** de la déforestation au niveau mondial sont:

- les cultures industrielles pour la production d'aliments, de matières premières, de fibres et de biocarburants (par ex. huile de palme, soja, viande de bœuf, maïs, riz, coton et sucre de canne);
- l'agriculture de subsistance ou locale;
- l'expansion des infrastructures;
- l'exploitation minière;
- l'expansion urbaine.

L'exploitation illégale, ou autrement non durable, est essentiellement un agent de dégradation des forêts, mais elle peut aussi ouvrir la voie

à la déforestation: en effet, les forêts exploitées de manière sélective sont souvent déboisées après quelques années d'exploitation si la gouvernance est faible et que les chemins forestiers fournissent un accès immédiat aux terres agricoles ou à d'autres terrains constructibles.

Les **moteurs sous-jacents** correspondent aux interactions complexes de facteurs sociaux, économiques, politiques-institutionnels, technologiques et culturels qui influent sur les moteurs directs. Ils agissent aux différentes échelles suivantes:

- à l'échelle mondiale (forces du marché, cours des denrées de base et absence d'accords internationaux ou d'application de ces accords);
- à l'échelle nationale (croissance démographique ou mouvement de population, marchés internes, politiques nationales peu solides, politiques intersectorielles en conflit, institutions et gouvernance faibles, défaillances du marché, manque d'application des lois, activités illégales, conflits civils, intérêts divergents, relations de force inéquitables, centralisation des services);
- à l'échelle locale (pauvreté, changements dans le comportement des ménages, manque de terres, allocation peu claire et asymétrique des droits, changement technologique dans l'agriculture, manque d'investissements dans la GDF).

La différence entre les causes directes et les causes sous-jacentes, ainsi qu'entre les changements anthropiques et les changements naturels, est souvent floue car la déforestation implique parfois des enchaînements de causes et d'effets longs et complexes.

Les principaux moteurs de la déforestation vont probablement se renforcer dans les années à venir en raison des poussées démographiques et de la croissance économique; du processus d'urbanisation; de la consommation de viande; de la demande mondiale de produits ligneux et de produits agricoles de base; et des effets du changement climatique comme l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des incendies ou de l'apparition des ravageurs et des maladies.

Comment lutter contre la déforestation

Identification et analyse des moteurs

La réalisation d'évaluations exhaustives et spécifiques localisées des moteurs de la déforestation sont les premières mesures essentielles à prendre pour lutter contre ce problème. Les exigences générales pour ce genre d'analyses sont les suivantes:

- **Identifier les superficies déboisées** (emplacement et ampleur) en utilisant les données les plus récentes émanant des systèmes de surveillance ou de télédétection existants, et qu'il faudra compléter avec les données historiques, les connaissances locales, les rapports et les statistiques utiles, ainsi qu'avec une évaluation des risques potentiels futurs en vue de les anticiper et de les minimiser.
- **Analyser les moteurs spécifiques** en se fondant sur les données émanant des systèmes de surveillance existants, des connaissances locales et d'autres sources d'information disponibles.
- **Évaluer les impacts des moteurs de la déforestation** aux échelles locales, nationales et, si possible, mondiales, en regardant au-delà du secteur forestier et en considérant la relation de ces moteurs avec toutes les activités d'occupation des sols.
- **Analyser les moteurs sous-jacents**, en particulier les moteurs au niveau international. Ceci devrait se faire en utilisant les indicateurs économiques et sociaux, les analyses et les modèles statistiques. L'analyse devrait inclure la **cartographie des principaux acteurs** associés à des moteurs de déforestation spécifiques et à des moteurs de restauration des forêts.
- **Recueillir des informations qualitatives auprès des parties prenantes** pour comprendre les dynamiques des moteurs. Les points de vue des parties prenantes vivant ou travaillant dans les régions concernées par la déforestation et la dégradation des forêts, ainsi que des parties prenantes vivant ou travaillant dans des sites qui montrent des signes de régénération forestière, revêtent un intérêt particulier. Ces renseignements peuvent être recueillis en interviewant les informateurs clés, en menant des discussions ciblées de groupe, en effectuant des diagnostics ruraux participatifs et en analysant les moyens d'existence, notamment par des enquêtes sur les ménages.

Il est conseillé d'identifier et d'analyser les moteurs de la déforestation avec la **participation active et informée de toutes les parties prenantes**, comme les personnes concernées par les différentes affectations des sols et celles qui tirent parti de la déforestation ou qui encourent des frais à cause d'elle. Il faudra veiller à ce que les parties prenantes marginalisées, comme les femmes, les jeunes, les groupes minoritaires, les populations autochtones et les autres populations tributaires des forêts, puissent participer concrètement au processus.

Principales considérations

Les points suivants devront être pris en compte en envisageant les activités à entreprendre pour lutter contre les moteurs de la déforestation:

- **Adopter une approche globale qui prenne en compte toutes les échelles.** Les moteurs de la déforestation sont dynamiques et interconnectés: il faudra donc s'attaquer à eux de manière globale. Etant donné qu'ils se produisent à plusieurs échelles (locales à globales), les stratégies envisagées devront intégrer des activités à différentes échelles. S'attaquer aux moteurs régionaux ou globaux de la déforestation représente un défi qui requiert une collaboration entre pays.
- **Différents types d'interventions.** Pour toutes les échelles, il faudra envisager trois types d'interventions: 1) incitations; 2) contre-incitations; 3) création d'un environnement favorable. Le tableau ci-dessous donne des exemples pour chacune des catégories de mesures à prendre aux différentes échelles.

Incitations	Contre-incitations	Environnement favorable
Échelle globale/régionale		
<ul style="list-style-type: none"> · Engagements en faveur des approvisionnements et des achats: <ul style="list-style-type: none"> - Certifications forestières et politiques d'approvisionnement durable en bois et en intrants agricoles - Engagements facilités par l'État en faveur d'achats et d'importations durables de produits agricoles liés à la déforestation (par ex. soja). - Partenariats publics-privés - Tables rondes sur les denrées de base (huile de palme, soja, coton, biocarburants, viande de boeuf) - Éducation environnementale dans les pays consommateurs - Révision des pratiques de production alimentaire au-delà de l'étiquetage · Communication publique sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation des denrées de base à risque élevé 	<ul style="list-style-type: none"> · Contrôles sur l'importation · Étiquetage obligatoire 	<ul style="list-style-type: none"> · Accords bilatéraux et commerciaux (par ex. accords de partenariat volontaire (APV) conclus dans le cadre de l'initiative de l'Union européenne sur l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux; et Lacey Act des États-Unis) · Codes de conduite pour offrir un appui financier international (par ex. les principes de l'Équateur, les normes de la Société financière internationale) · Systèmes d'information efficaces
Échelle nationale		
<ul style="list-style-type: none"> · Réduction des impôts · Subventions · Couverture d'assurance · Partage équitable des bénéfices · Conditions pour l'approvisionnement institutionnel sans déforestation · Campagnes de sensibilisation des consommateurs · Paiements pour services environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> · Moratoires d'importation · Frais · Zonage de l'affectation des terres 	<ul style="list-style-type: none"> · Amélioration de la gouvernance et des politiques · Renforcement des capacités institutionnelles · Consolidation des droits fonciers et d'utilisation · Zonage, aménagement du territoire et coordination intersectorielle · Systèmes d'information efficaces · Consultation des parties prenantes · Inclusion d'une évaluation des risques et des bénéfices dans les décisions sur les investissements étrangers directs · Recherche adaptative · Amélioration de l'accès à des prestations comme les services éducatifs (environnementaux), sanitaires et financiers - Politiques portant à une majeure diversité économique, au-delà de la production agricole
Échelle locale		
<ul style="list-style-type: none"> · Garanties de crédit · Soutien aux moyens d'existence alternatifs et aux activités génératrices de revenus · Partage des bénéfices 	<ul style="list-style-type: none"> · Impôts · Sanctions en matière de défrichement de la forêt · Lois et règlements visant la protection des forêts · Restrictions en matière de production · Zonage · Actions coercitives 	<ul style="list-style-type: none"> · Gestion participative des paysages et des forêts · Résolution des problèmes fonciers et des conflits sur les ressources naturelles · Renforcement de la gouvernance et des capacités · Éveil écologique · Stratégies sur les aires protégées (expansion et gestion) · Recherche ciblée

Une stratégie exhaustive comportant un mélange judicieux d'incitations, de contre-incitations et de mesures favorables aura

vraisemblablement un impact majeur sur la déforestation par rapport à des mesures mises en place séparément. Il faudra accorder une attention particulière aux mesures favorables – comme la gouvernance, la transparence, les capacités, les actions coercitives, les régimes fonciers, l'accès au financement ou à d'autres services et la lutte contre les activités illégales – parce qu'elles contribueront à la réussite d'autres interventions.

Les activités en vue de réduire la déforestation seront formulées et mises en œuvre avec la participation de toutes les parties prenantes, pour obtenir davantage de légitimité et d'adhésion. Parce que les moteurs de déforestation les plus puissants se trouvent en-dehors du secteur forestier, il est fondamental d'adopter une approche intersectorielle. Aussi, une évaluation des politiques sectorielles (par ex. celles des secteurs forestier, agricole, minier, des infrastructures et de l'énergie), une politique intégrée d'aménagement du territoire (l'adoption d'une approche paysagère) et l'engagement à agir par les acteurs des différents secteurs sont des mesures indispensables pour aligner les intérêts sectoriels dans les efforts de lutte contre la déforestation. Les stratégies devraient prendre en compte les conséquences des activités proposées sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence locaux, et la lutte contre le changement climatique.

Activités pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation

Le tableau ci-dessous donne des exemples d'activités à entreprendre pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation dans plusieurs secteurs et à différentes échelles. Quelques-unes des activités proposées pour le secteur forestier peuvent être entreprises par les aménagistes dans le cadre de la REDD+ (ces actions sont également appelées «politiques et mesures» (PEM); voir le module sur la [REDD+](#)).

MOTEURS DE LA DÉFORESTATION	ACTIVITÉS	Secteur
-----------------------------	-----------	---------

<p>- Expansion des cultures industrielles (cultures marchandes, biocarburants, production animale)</p>	<p>Approches intégrées au niveau du paysage, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvant des approches intersectorielles pour garantir le développement, l'harmonisation et l'application cohérente des lois, des politiques et des plans sectoriels - Entreprenant une planification et une gestion de l'utilisation du territoire de façon à clarifier quelles zones devraient être affectées à des utilisations différentes 	
	<p>Intensification durable de la production agricole industrielle pour éviter l'expansion des terres agricole et la conversion des forêts, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoptant des pratiques d'intensification durables (par ex. l'agriculture de conservation; les pratiques qui maintiennent les sols sains, comme le labour zéro et les cultures de couverture; les pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie; l'utilisation d'une gamme étendue d'espèces et de variétés en associations, en rotations et en séquences, y compris les systèmes agroforestiers; l'utilisation de semences de qualité et d'autres matériels de propagation de variétés bien adaptées à rendement élevé; et la gestion intégrée des ravageurs, des maladies et des plantes adventices) - Transférant de nouvelles technologies (variétés à rendement élevé, nouvelles cultures, application intégrée d'engrais et gestion intégrée des ravageurs, jachères améliorées) - Renforçant la filière de l'approvisionnement pour réduire la perte et le gaspillage d'aliments pendant la récolte, le stockage et la transformation, ce qui permettra d'accroître la productivité générale des systèmes agricoles - Mettant en place des incitations financières (paiements pour les services environnementaux, paiements pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre, crédits préférentiels, incitations fiscales, prêts, assurances, partenariats publics-privés et fonds destinés aux frais de transition) - Établissant des tables rondes sur les produits agricoles, comme les graines de soja et l'huile de palme, pendant lesquelles les agriculteurs coopèrent et s'engagent à éliminer la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement <p>La section outils propose d'autres pratiques et approches, telles que celles du recueil de référence sur l'agriculture intelligente face au climat et de l'initiative «<i>Produire plus avec moins</i>».</p> <p>Les activités devraient toujours être associées à des politiques de conservation des forêts, autrement, elles pourraient d'accentuer la déforestation (un accroissement des revenus agricoles dû à des gains d'efficacité peut augmenter la déforestation).</p> <p>Intensification durable des systèmes d'élevage au moyen d'une approche de gestion intégrée, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentant les rendements de la production herbagère (par ex. à travers la fertilisation, l'association avec des cultures fixatrices d'azote, des régimes de tonte du gazon et des pratiques d'irrigation) - Améliorant la conduite des troupeaux à travers la reproduction pour sélectionner les animaux plus productifs et résilients (par exemple, en utilisant des espèces adaptées aux conditions locales qui tolèrent la chaleur, la mauvaise alimentation, les parasites et les maladies) - Ciblant la santé animale, notamment par des services vétérinaires, des programmes médicaux préventifs, et l'amélioration de la qualité de l'eau <p>Initiatives durables en matière de bioénergie/bois-énergie, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Substituant l'utilisation des combustibles fossiles par les biocarburants, tout en déterminant les conséquences pratiques (de façon à éviter la déforestation et les impacts sur la sécurité alimentaire et de façon à gérer les déchets) - Répondant à la demande de bois d'oeuvre et de bois de feu à travers le boisement, le reboisement et la gestion durable des forêts plantées <p>Augmentation de la production agricole sur les terres dégradées, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rétablissant la fertilité des sols et en freinant les processus de dégradation (érosion, salinisation et pollution) - Adoptant des pratiques ciblées (agriculture de conservation, systèmes agroforestiers, cultures de couverture et gestion intégrée des sols) - Promouvant des incitations économiques, des services de vulgarisation agricole et des recherches adaptatives - Promoting economic incentives, extension services and adaptive research <p>Protection des forêts, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolidant et élargissant les réseaux des aires protégées et des réserves autochtones - Appliquant les lois contre l'empiètement de la forêt - Encourageant les activités d'écotourisme durables - Établissant des contre-incitations comme des sanctions en matière de défrichage de la forêt, des lois et des règlements pour protéger les forêts, et le zonage pour la production et la protection <p>Politiques axées sur la demande visant à influencer la demande, et l'attitude des consommateurs, à l'égard des produits durables, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrant des incitations axées sur le marché pour les produits durables (politiques d'approvisionnement institutionnel, étiquetage, campagnes de sensibilisation du consommateur sur les denrées de base produites durablement) - Renforçant les filières d'approvisionnement et les liens commerciaux (secteur privé responsable des stratégies d'achat, et programmes de certification) - Promouvant l'imputabilité et la transparence (partage des informations sur les bonnes pratiques; suivi et communication des engagements en matière d'achats et de production durables) - Facilitant les contributions des acteurs du secteur privé en faveur de «<i>filiales d'approvisionnement sans déforestation</i>» 	           

Agriculture de subsistance et agriculture paysanne/ cultures itinérantes

Intensification/renforcement des systèmes de petite exploitation, notamment en:

- Promouvant des pratiques et des technologies économes en intrants/capitaux (stratégies de gestion des résidus des cultures, mesures de lutte contre l'érosion, gestion intégrée des ravageurs, cultures légumineuses de couverture)
- Promouvant les technologies à faible coefficient de main d'oeuvre (délais de préparation des sols et ensemencement)
- Promouvant le sylvopastoralisme et l'agroforesterie
- Renforçant les capacités (écoles pratiques d'agriculture)
- Améliorant l'accès des agriculteurs aux capitaux et aux intrants (microcrédits, crédits sur mesure, fonds destinés aux frais de transitions, apports de l'État)
- Consolidant les institutions locales de même que les services de recherche et de vulgarisation
- Imposant la sécurité [foncière](#) et clarifiant les droits sur les forêts et les arbres
- Effectuant une [planification participative de l'utilisation des terres](#)

Voir aussi la section sur l'intensification durable de la production des cultures industrielles.



Diversification des moyens d'existence et des revenus des agriculteurs, notamment en:

- Renforçant la foresterie communautaire (la production et la vente de produits forestiers ligneux et non-ligneux, comme l'apiculture et les services forestiers), en faisant la promotion des forêts comme utilisation viable de la terre, et en améliorant leurs contributions socioéconomiques et environnementales au développement local
- Mettant en place des systèmes [sylvopastoraux](#) et [agroforestiers](#) qui atténuent la déforestation et la dégradation
- Augmentant la diversité des systèmes de production (vaste gamme de variétés culturales, de races d'animaux et d'arbres forestiers), y compris la diversité génétique des espèces
- Sous-tendant les [entreprises forestières](#) artisanales et les programmes d'assistance aux petits exploitants
- Fournissant des incitations, comme les paiements pour services environnementaux, les subventions, les garanties de crédit et le partage des bénéfices
- Mettant en place une gestion participative des paysages et des forêts, qui comprenne des analyses des coûts-profits des différentes fonctions des terres et la [gestion collaborative des conflits](#)



- Promouvant l'écotourisme

Agriculture côtière (aquaculture), causant la déforestation des mangliers et d'autres forêts côtières

Agriculture côtière durable avec une approche intégrée, et notamment, la gestion des mangliers par exemple, en:

- Développant des plans de gestion à long terme pour les environnements côtiers qui tiennent compte des exigences et des aspirations des communautés autochtones et locales, ainsi que des différentes ressources naturelles concernées



Renforcement de la gouvernance forestière, notamment en:

- Revoyant et améliorant les [politiques](#), les cadres juridiques et réglementaires (par ex. impôts, incitations, règlements commerciaux, contrôles sur les exportations/importations)
- Promouvant l'[application des règlements forestiers](#)
- Renforçant les institutions
- Imposant la sécurité [des régimes fonciers](#) et de l'occupation des sols
- Établissant des [incitations](#) et des contre-incitations (impôts, sanctions en matière de défrichement de la forêt, restrictions sur la production, zonage)



Exploitation non durable/ illégale

Renforcement de la gestion forestière au niveau local, notamment en:

- Améliorant les capacités et les services de vulgarisation pour la gestion durable des forêts, y compris la foresterie communautaire et les mécanismes de gestion conjointe des forêts
- Soutenant la régénération naturelle assistée par les exploitants, [le reboisement](#) et [la plantation d'arbres](#) dans les terres agricoles pour réduire les pressions exercées sur les forêts naturelles et les stocks existants

Renforcement des politiques axées sur la demande, notamment en:

- Soutenant les engagements pris par l'État en matière d'achats et d'importations durables

- Promouvant les politiques [de certification](#) et d'approvisionnement durable du bois

Infrastructures (routes, hydroélectricité), **exploitation minière, extraction de pétrole et gaz, expansion des colonies**

Encouragement à la planification et à la **gestion** intégrée de l'utilisation des terres, notamment en:

- [Renforçant les institutions](#), la coordination intersectorielle et les systèmes d'information
- Harmonisant les politiques et les lois entre les secteurs
- Appliquant des lois harmonisées pour empêcher aux différents ministères de travailler en désaccord



- Évaluant les bénéfices et les risques des investissements étrangers directs

Promotion de la protection des forêts, notamment en:

- Renforçant et étendant les [aires protégées](#)



- Appliquant les [lois](#) contre l'empiètement de la forêt

Promotion des meilleures pratiques en vigueur (par ex. celles du Conseil international des industries extractives ou du Guide de bonnes pratiques: exploitation minière et biodiversité), notamment en:

- Recherchant l'amélioration constante des résultats obtenus en matière d'environnement

- Partageant les bénéfices avec les communautés locales

Hiérarchisation, mise en œuvre et suivi

Les activités identifiées devraient être classées en fonction de critères prédéfinis (objectifs, coûts estimés, potentiel de financement, capacités de mise en œuvre existantes, alignement avec les priorités et les plans nationaux de développement). Cela permettra de déterminer à quels moteurs s'attaquer en premier, quelles sont les mesures appropriées à prendre, quels moteurs ne devraient pas être pris en considération ou devraient être considérés plus tard et quelle est la raison de ces choix.

Il faudra élaborer un plan de mise en œuvre pour les interventions sélectionnées, en établissant des mécanismes de consultation et de coordination avec les parties prenantes. Ce plan devra comprendre un système efficace de suivi pour pouvoir évaluer les interventions, la participation et les opinions des parties prenantes, ainsi que les impacts socioéconomiques et environnementaux, au regard desquels le plan pourra être adapté à la demande.

Le genre et la réduction de la déforestation

Les femmes sont des acteurs clés pour traiter les moteurs de la déforestation ainsi que pour la bloquer et la réduire. Partout dans le monde, les femmes ont joué un rôle important dans la préservation des forêts tropicales comme au Zimbabwe, par exemple, où les groupements de femmes (plus de la moitié des 800 000 familles vivant en zone communautaire sont dirigées par des femmes) gèrent les ressources forestières et élaborent des projets en possédant des parcelles boisées, en plantant des arbres et en établissant des pépinières.

Le principal moteur de la déforestation est l'agriculture, qui contribuerait directement à environ 80 pour cent de la déforestation mondiale. Étant donné que les femmes jouent un rôle important dans les activités agricoles de petite échelle dans la plupart des pays, elles doivent s'engager activement et jouer un rôle plus important dans la conception et la mise en œuvre des mesures de REDD+ pour s'assurer que leurs expériences, leurs connaissances et leurs besoins soient dûment pris en compte.

Les femmes doivent aussi participer activement à l'aménagement du territoire, qui est essentiel pour stopper la déforestation, de manière à garantir un processus participatif et représentatif qui tienne compte des besoins et des aspirations des femmes et des filles.

Les femmes sont parmi les groupes sociaux les plus touchés par les processus de déforestation. En raison de leur responsabilité en matière de besoins en aliments et en combustibles du ménage, l'épuisement des ressources forestières augmente la charge de travail des femmes. Une étude au Malawi a démontré que la déforestation obligeait les femmes âgées à parcourir plus de 10 kilomètres pour ramasser du bois de feu. Les femmes consacrent en moyenne 800 heures par an en Zambie à cette même tâche, contre 300 heures par an en Tanzanie. En Afrique orientale, la raréfaction du bois de chauffe a conduit à la réduction du nombre de repas préparés au sein des ménages pauvres.

Que peut-on faire pour inclure les femmes dans la lutte contre la déforestation?

Les projets de boisement, de reboisement ou de préservation des forêts qui reçoivent des paiements pour les services écosystémiques, comme le piégeage du carbone, devraient intégrer les questions de parité des sexes. Les femmes doivent être incluses dans la conception et la mise en œuvre des projets, ainsi que dans la répartition des avantages qui en découlent. Les femmes et les hommes doivent recevoir une formation sur les méthodes pour accroître le piégeage du carbone à travers de nouvelles techniques sylvicoles qui comprennent les techniques de production, la sélection des sites et des espèces, la préparation, la plantation, le désherbage et l'entretien des sols. Les réponses au changement climatique mondial devraient éviter un critère reducteur qui mène à des conséquences environnementales et sociales néfastes. Ces réponses devraient avoir des objectifs larges qui visent à réduire le changement climatique, à protéger les ressources naturelles, à améliorer le bien-être social, à promouvoir l'égalité, et à reconnaître que les femmes sont des agents clés dans les processus de lutte contre le changement climatique.

Comment lutter contre la déforestation

Identification et analyse des moteurs

La réalisation d'évaluations exhaustives et spécifiques localisées des moteurs de la déforestation sont les premières mesures essentielles à prendre pour lutter contre ce problème. Les exigences générales pour ce genre d'analyses sont les suivantes:

- **Identifier les superficies déboisées** (emplacement et ampleur) en utilisant les données les plus récentes émanant des systèmes de surveillance ou de télédétection existants, et qu'il faudra compléter avec les données historiques, les connaissances locales, les rapports et les statistiques utiles, ainsi qu'avec une évaluation des risques potentiels futurs en vue de les anticiper et de les minimiser.
- **Analyser les moteurs spécifiques** en se fondant sur les données émanant des systèmes de surveillance existants, des

connaissances locales et d'autres sources d'information disponibles.

- **Évaluer les impacts des moteurs de la déforestation** aux échelles locales, nationales et, si possible, mondiales, en regardant au-delà du secteur forestier et en considérant la relation de ces moteurs avec toutes les activités d'occupation des sols.
- **Analyser les moteurs sous-jacents**, en particulier les moteurs au niveau international. Ceci devrait se faire en utilisant les indicateurs économiques et sociaux, les analyses et les modèles statistiques. L'analyse devrait inclure la **cartographie des principaux acteurs** associés à des moteurs de déforestation spécifiques et à des moteurs de restauration des forêts.
- **Recueillir des informations qualitatives auprès des parties prenantes** pour comprendre les dynamiques des moteurs. Les points de vue des parties prenantes vivant ou travaillant dans les régions concernées par la déforestation et la dégradation des forêts, ainsi que des parties prenantes vivant ou travaillant dans des sites qui montrent des signes de régénération forestière, revêtent un intérêt particulier. Ces renseignements peuvent être recueillis en interviewant les informateurs clés, en menant des discussions ciblées de groupe, en effectuant des diagnostics ruraux participatifs et en analysant les moyens d'existence, notamment par des enquêtes sur les ménages.

Il est conseillé d'identifier et d'analyser les moteurs de la déforestation avec la **participation active et informée de toutes les parties prenantes**, comme les personnes concernées par les différentes affectations des sols et celles qui tirent parti de la déforestation ou qui encourent des frais à cause d'elle. Il faudra veiller à ce que les parties prenantes marginalisées, comme les femmes, les jeunes, les groupes minoritaires, les populations autochtones et les autres populations tributaires des forêts, puissent participer concrètement au processus.

Principales considérations

Les points suivants devront être pris en compte en envisageant les activités à entreprendre pour lutter contre les moteurs de la déforestation:

- **Adopter une approche globale qui prenne en compte toutes les échelles.** Les moteurs de la déforestation sont dynamiques et interconnectés: il faudra donc s'attaquer à eux de manière globale. Etant donné qu'ils se produisent à plusieurs échelles (locales à globales), les stratégies envisagées devront intégrer des activités à différentes échelles. S'attaquer aux moteurs régionaux ou globaux de la déforestation représente un défi qui requiert une collaboration entre pays.
- **Différents types d'interventions.** Pour toutes les échelles, il faudra envisager trois types d'interventions: 1) incitations; 2) contre-incitations; 3) création d'un environnement favorable. Le tableau ci-dessous donne des exemples pour chacune des catégories de mesures à prendre aux différentes échelles.

Incidations	Contre-incitations	Environnement favorable
Échelle globale/régionale		
<ul style="list-style-type: none"> · Engagements en faveur des approvisionnements et des achats: <ul style="list-style-type: none"> - Certifications forestières et politiques d'approvisionnement durable en bois et en intrants agricoles - Engagements facilités par l'État en faveur d'achats et d'importations durables de produits agricoles liés à la déforestation (par ex. soja). - Partenariats publics-privés - Tables rondes sur les denrées de base (huile de palme, soja, coton, biocarburants, viande de boeuf) - Éducation environnementale dans les pays consommateurs - Révision des pratiques de production alimentaire au-delà de l'étiquetage · Communication publique sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation des denrées de base à risque élevé 	<ul style="list-style-type: none"> · Contrôles sur l'importation · Étiquetage obligatoire 	<ul style="list-style-type: none"> · Accords bilatéraux et commerciaux (par ex. accords de partenariat volontaire (APV) conclus dans le cadre de l'initiative de l'Union européenne sur l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux; et Lacey Act des États-Unis) · Codes de conduite pour offrir un appui financier international (par ex. les principes de l'Équateur, les normes de la Société financière internationale) · Systèmes d'information efficaces
Échelle nationale		

Incidations	Contre-incitations	Environnement favorable
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des impôts • Subventions • Couverture d'assurance • Partage équitable des bénéfices • Conditions pour l'approvisionnement institutionnel sans déforestation • Campagnes de sensibilisation des consommateurs • Paiements pour services environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Moratoires d'importation • Frais • Zonage de l'affectation des terres 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la gouvernance et des politiques • Renforcement des capacités institutionnelles • Consolidation des droits fonciers et d'utilisation • Zonage, aménagement du territoire et coordination intersectorielle • Systèmes d'information efficaces • Consultation des parties prenantes • Inclusion d'une évaluation des risques et des bénéfices dans les décisions sur les investissements étrangers directs • Recherche adaptative • Amélioration de l'accès à des prestations comme les services éducatifs (environnementaux), sanitaires et financiers <p>- Politiques portant à une majeure diversité économique, au-delà de la production agricole</p>
Échelle locale		
<ul style="list-style-type: none"> • Garanties de crédit • Soutien aux moyens d'existence alternatifs et aux activités génératrices de revenus • Partage des bénéfices 	<ul style="list-style-type: none"> • Impôts • Sanctions en matière de défrichement de la forêt • Lois et règlements visant la protection des forêts • Restrictions en matière de production • Zonage • Actions coercitives 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion participative des paysages et des forêts • Résolution des problèmes fonciers et des conflits sur les ressources naturelles • Renforcement de la gouvernance et des capacités • Éveil écologique • Stratégies sur les aires protégées (expansion et gestion) • Recherche ciblée

Une stratégie exhaustive comportant un mélange judicieux d'incitations, de contre-incitations et de mesures favorables aura vraisemblablement un impact majeur sur la déforestation par rapport à des mesures mises en place séparément. Il faudra accorder une attention particulière aux mesures favorables – comme la gouvernance, la transparence, les capacités, les actions coercitives, les régimes fonciers, l'accès au financement ou à d'autres services et la lutte contre les activités illégales – parce qu'elles contribueront à la réussite d'autres interventions.

Les activités en vue de réduire la déforestation seront formulées et mises en œuvre avec la participation de toutes les parties prenantes, pour obtenir davantage de légitimité et d'adhésion. Parce que les moteurs de déforestation les plus puissants se trouvent en-dehors du secteur forestier, il est fondamental d'adopter une approche intersectorielle. Aussi, une évaluation des politiques sectorielles (par ex. celles des secteurs forestier, agricole, minier, des infrastructures et de l'énergie), une politique intégrée d'aménagement du territoire (l'adoption d'une approche paysagère) et l'engagement à agir par les acteurs des différents secteurs sont des mesures indispensables pour aligner les intérêts sectoriels dans les efforts de lutte contre la déforestation. Les stratégies devraient prendre en compte les conséquences des activités proposées sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence locaux, et la lutte contre le changement climatique.

Activités pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation

Le tableau ci-dessous donne des exemples d'activités à entreprendre pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation dans plusieurs secteurs et à différentes échelles. Quelques-unes des activités proposées pour le secteur forestier peuvent être entreprises par les aménagistes dans le cadre de la REDD+ (ces actions sont également appelées « politiques et mesures » (PEM); voir le module sur la [REDD+](#)).

MOTEURS DE LA DÉFORESTATION	ACTIVITÉS	Secteur
-----------------------------	-----------	---------

<p>- Expansion des cultures industrielles (cultures marchandes, biocarburants, production animale)</p>	<p>Approches intégrées au niveau du paysage, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvant des approches intersectorielles pour garantir le développement, l'harmonisation et l'application cohérente des lois, des politiques et des plans sectoriels - Entreprenant une planification et une gestion de l'utilisation du territoire de façon à clarifier quelles zones devraient être affectées à des utilisations différentes 	
	<p>Intensification durable de la production agricole industrielle pour éviter l'expansion des terres agricole et la conversion des forêts, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoptant des pratiques d'intensification durables (par ex. l'agriculture de conservation; les pratiques qui maintiennent les sols sains, comme le labour zéro et les cultures de couverture; les pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie; l'utilisation d'une gamme étendue d'espèces et de variétés en associations, en rotations et en séquences, y compris les systèmes agroforestiers; l'utilisation de semences de qualité et d'autres matériels de propagation de variétés bien adaptées à rendement élevé; et la gestion intégrée des ravageurs, des maladies et des plantes adventices) - Transférant de nouvelles technologies (variétés à rendement élevé, nouvelles cultures, application intégrée d'engrais et gestion intégrée des ravageurs, jachères améliorées) - Renforçant la filière de l'approvisionnement pour réduire la perte et le gaspillage d'aliments pendant la récolte, le stockage et la transformation, ce qui permettra d'accroître la productivité générale des systèmes agricoles - Mettant en place des incitations financières (paiements pour les services environnementaux, paiements pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre, crédits préférentiels, incitations fiscales, prêts, assurances, partenariats publics-privés et fonds destinés aux frais de transition) - Établissant des tables rondes sur les produits agricoles, comme les graines de soja et l'huile de palme, pendant lesquelles les agriculteurs coopèrent et s'engagent à éliminer la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement <p>La section outils propose d'autres pratiques et approches, telles que celles du recueil de référence sur l'agriculture intelligente face au climat et de l'initiative «<i>Produire plus avec moins</i>».</p> <p>Les activités devraient toujours être associées à des politiques de conservation des forêts, autrement, elles pourraient d'accentuer la déforestation (un accroissement des revenus agricoles dû à des gains d'efficacité peut augmenter la déforestation).</p> <p>Intensification durable des systèmes d'élevage au moyen d'une approche de gestion intégrée, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentant les rendements de la production herbagère (par ex. à travers la fertilisation, l'association avec des cultures fixatrices d'azote, des régimes de tonte du gazon et des pratiques d'irrigation) - Améliorant la conduite des troupeaux à travers la reproduction pour sélectionner les animaux plus productifs et résilients (par exemple, en utilisant des espèces adaptées aux conditions locales qui tolèrent la chaleur, la mauvaise alimentation, les parasites et les maladies) - Ciblant la santé animale, notamment par des services vétérinaires, des programmes médicaux préventifs, et l'amélioration de la qualité de l'eau <p>Initiatives durables en matière de bioénergie/bois-énergie, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Substituant l'utilisation des combustibles fossiles par les biocarburants, tout en déterminant les conséquences pratiques (de façon à éviter la déforestation et les impacts sur la sécurité alimentaire et de façon à gérer les déchets) - Répondant à la demande de bois d'oeuvre et de bois de feu à travers le boisement, le reboisement et la gestion durable des forêts plantées <p>Augmentation de la production agricole sur les terres dégradées, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rétablissant la fertilité des sols et en freinant les processus de dégradation (érosion, salinisation et pollution) - Adoptant des pratiques ciblées (agriculture de conservation, systèmes agroforestiers, cultures de couverture et gestion intégrée des sols) - Promouvant des incitations économiques, des services de vulgarisation agricole et des recherches adaptatives - Promoting economic incentives, extension services and adaptive research <p>Protection des forêts, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolidant et élargissant les réseaux des aires protégées et des réserves autochtones - Appliquant les lois contre l'empiètement de la forêt - Encourageant les activités d'écotourisme durables - Établissant des contre-incitations comme des sanctions en matière de défrichage de la forêt, des lois et des règlements pour protéger les forêts, et le zonage pour la production et la protection <p>Politiques axées sur la demande visant à influencer la demande, et l'attitude des consommateurs, à l'égard des produits durables, notamment en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrant des incitations axées sur le marché pour les produits durables (politiques d'approvisionnement institutionnel, étiquetage, campagnes de sensibilisation du consommateur sur les denrées de base produites durablement) - Renforçant les filières d'approvisionnement et les liens commerciaux (secteur privé responsable des stratégies d'achat, et programmes de certification) - Promouvant l'imputabilité et la transparence (partage des informations sur les bonnes pratiques; suivi et communication des engagements en matière d'achats et de production durables) - Facilitant les contributions des acteurs du secteur privé en faveur de «<i>filiales d'approvisionnement sans déforestation</i>» 	           

Agriculture de subsistance et agriculture paysanne/ cultures itinérantes

Intensification/renforcement des systèmes de petite exploitation, notamment en:

- Promouvant des pratiques et des technologies économes en intrants/capitaux (stratégies de gestion des résidus des cultures, mesures de lutte contre l'érosion, gestion intégrée des ravageurs, cultures légumineuses de couverture)
 - Promouvant les technologies à faible coefficient de main d'oeuvre (délais de préparation des sols et ensemencement)
 - Promouvant le sylvopastoralisme et l'agroforesterie
 - Renforçant les capacités (écoles pratiques d'agriculture)
 - Améliorant l'accès des agriculteurs aux capitaux et aux intrants (microcrédits, crédits sur mesure, fonds destinés aux frais de transitions, apports de l'État)
 - Consolidant les institutions locales de même que les services de recherche et de vulgarisation
 - Imposant la sécurité [foncière](#) et clarifiant les droits sur les forêts et les arbres
 - Effectuant une [planification participative de l'utilisation des terres](#)
- Voir aussi la section sur l'intensification durable de la production des cultures industrielles.*



Diversification des moyens d'existence et des revenus des agriculteurs, notamment en:

- Renforçant la foresterie communautaire (la production et la vente de produits forestiers ligneux et non-ligneux, comme l'apiculture et les services forestiers), en faisant la promotion des forêts comme utilisation viable de la terre, et en améliorant leurs contributions socioéconomiques et environnementales au développement local
 - Mettant en place des systèmes [sylvopastoraux](#) et [agroforestiers](#) qui atténuent la déforestation et la dégradation
 - Augmentant la diversité des systèmes de production (vaste gamme de variétés culturales, de races d'animaux et d'arbres forestiers), y compris la diversité génétique des espèces
 - Sous-tendant les [entreprises forestières](#) artisanales et les programmes d'assistance aux petits exploitants
 - Fournissant des incitations, comme les paiements pour services environnementaux, les subventions, les garanties de crédit et le partage des bénéfices
 - Mettant en place une gestion participative des paysages et des forêts, qui comprenne des analyses des coûts-profits des différentes fonctions des terres et la [gestion collaborative des conflits](#)
- Promouvant l'écotourisme



Agriculture côtière (aquaculture), causant la déforestation des mangliers et d'autres forêts côtières

Agriculture côtière durable avec une approche intégrée, et notamment, la gestion des mangliers par exemple, en:

- Développant des plans de gestion à long terme pour les environnements côtiers qui tiennent compte des exigences et des aspirations des communautés autochtones et locales, ainsi que des différentes ressources naturelles concernées



Renforcement de la gouvernance forestière, notamment en:

- Revoyant et améliorant les [politiques](#), les cadres juridiques et réglementaires (par ex. impôts, incitations, règlements commerciaux, contrôles sur les exportations/importations)
- Promouvant l'[application des règlements forestiers](#)
- Renforçant les institutions
- Imposant la sécurité [des régimes fonciers](#) et de l'occupation des sols
- Établissant des [incitations](#) et des contre-incitations (impôts, sanctions en matière de défrichement de la forêt, restrictions sur la production, zonage)



Exploitation non durable/ illégale

Renforcement de la gestion forestière au niveau local, notamment en:

- Améliorant les capacités et les services de vulgarisation pour la gestion durable des forêts, y compris la foresterie communautaire et les mécanismes de gestion conjointe des forêts
- Soutenant la régénération naturelle assistée par les exploitants, [le reboisement](#) et [la plantation d'arbres](#) dans les terres agricoles pour réduire les pressions exercées sur les forêts naturelles et les stocks existants

Renforcement des politiques axées sur la demande, notamment en:

- Soutenant les engagements pris par l'État en matière d'achats et d'importations durables

- Promouvant les politiques [de certification](#) et d'approvisionnement durable du bois

Infrastructures (routes, hydroélectricité), **exploitation minière, extraction de pétrole et gaz, expansion des colonies**

Encouragement à la planification et à la **gestion** intégrée de l'utilisation des terres, notamment en:

- [Renforçant les institutions](#), la coordination intersectorielle et les systèmes d'information
- Harmonisant les politiques et les lois entre les secteurs
- Appliquant des lois harmonisées pour empêcher aux différents ministères de travailler en désaccord



- Évaluant les bénéfices et les risques des investissements étrangers directs

Promotion de la protection des forêts, notamment en:

- Renforçant et étendant les [aires protégées](#)
- Appliquant les [lois](#) contre l'empiètement de la forêt



Promotion des meilleures pratiques en vigueur (par ex. celles du Conseil international des industries extractives ou du Guide de bonnes pratiques: exploitation minière et biodiversité), notamment en:

- Recherchant l'amélioration constante des résultats obtenus en matière d'environnement
- Partageant les bénéfices avec les communautés locales

Hiérarchisation, mise en œuvre et suivi

Les activités identifiées devraient être classées en fonction de critères prédéfinis (objectifs, coûts estimés, potentiel de financement, capacités de mise en œuvre existantes, alignement avec les priorités et les plans nationaux de développement). Cela permettra de déterminer à quels moteurs s'attaquer en premier, quelles sont les mesures appropriées à prendre, quels moteurs ne devraient pas être pris en considération ou devraient être considérés plus tard et quelle est la raison de ces choix.

Il faudra élaborer un plan de mise en œuvre pour les interventions sélectionnées, en établissant des mécanismes de consultation et de coordination avec les parties prenantes. Ce plan devra comprendre un système efficace de suivi pour pouvoir évaluer les interventions, la participation et les opinions des parties prenantes, ainsi que les impacts socioéconomiques et environnementaux, au regard desquels le plan pourra être adapté à la demande.

Le genre et la réduction de la déforestation

Les femmes sont des acteurs clés pour traiter les moteurs de la déforestation ainsi que pour la bloquer et la réduire. Partout dans le monde, les femmes ont joué un rôle important dans la préservation des forêts tropicales comme au Zimbabwe, par exemple, où les groupements de femmes (plus de la moitié des 800 000 familles vivant en zone communautaire sont dirigées par des femmes) gèrent les ressources forestières et élaborent des projets en possédant des parcelles boisées, en plantant des arbres et en établissant des pépinières.

Le principal moteur de la déforestation est l'agriculture, qui contribuerait directement à environ 80 pour cent de la déforestation mondiale. Étant donné que les femmes jouent un rôle important dans les activités agricoles de petite échelle dans la plupart des pays, elles doivent s'engager activement et jouer un rôle plus important dans la conception et la mise en œuvre des mesures de REDD+ pour s'assurer que leurs expériences, leurs connaissances et leurs besoins soient dûment pris en compte.

Les femmes doivent aussi participer activement à l'aménagement du territoire, qui est essentiel pour stopper la déforestation, de manière à garantir un processus participatif et représentatif qui tienne compte des besoins et des aspirations des femmes et des filles.

Les femmes sont parmi les groupes sociaux les plus touchés par les processus de déforestation. En raison de leur responsabilité en matière de besoins en aliments et en combustibles du ménage, l'épuisement des ressources forestières augmente la charge de travail des femmes. Une étude au Malawi a démontré que la déforestation obligeait les femmes âgées à parcourir plus de 10 kilomètres pour ramasser du bois de feu. Les femmes consacrent en moyenne 800 heures par an en Zambie à cette même tâche, contre 300 heures par an en Tanzanie. En Afrique orientale, la raréfaction du bois de chauffe a conduit à la réduction du nombre de repas préparés au sein des ménages pauvres.

Que peut-on faire pour inclure les femmes dans la lutte contre la déforestation?

Les projets de boisement, de reboisement ou de préservation des forêts qui reçoivent des paiements pour les services écosystémiques, comme le piégeage du carbone, devraient intégrer les questions de parité des sexes. Les femmes doivent être incluses dans la conception et la mise en œuvre des projets, ainsi que dans la répartition des avantages qui en découlent. Les femmes et les hommes doivent recevoir une formation sur les méthodes pour accroître le piégeage du carbone à travers de nouvelles techniques sylvicoles qui comprennent les techniques de production, la sélection des sites et des espèces, la préparation, la plantation, le désherbage et l'entretien des sols. Les réponses au changement climatique mondial devraient éviter un critère reducteur qui mène à des conséquences environnementales et sociales néfastes. Ces réponses devraient avoir des objectifs larges qui visent à réduire le changement climatique, à protéger les ressources naturelles, à améliorer le bien-être social, à promouvoir l'égalité, et à reconnaître que les femmes sont des agents clés dans les processus de lutte contre le changement climatique.

E-learning

[Forêts et transparence au titre de l'Accord de Paris](#)



L'objectif de ce cours est l'apprentissage concernant le cadre de transparence renforcé (CTR) au titre de l'Accord de Paris. Il sera utile aux personnes souhaitant comprendre l'importance de la collecte, l'analyse et la diffusion de données relatives aux forêts pour la réalisation des exigences du cadre de transparence renforcé.

[Forêts et transparence au titre de l'Accord de Paris](#)



L'objectif de ce cours est l'apprentissage concernant le cadre de transparence renforcé (CTR) au titre de l'Accord de Paris. Il sera utile aux personnes souhaitant comprendre l'importance de la collecte, l'analyse et la diffusion de données relatives aux forêts pour la réalisation des exigences du cadre de transparence renforcé.

[Sharing the experience on "Forest and land monitoring for climate action – SEPAL" facilitated course](#)



The overall objective of this course is to support knowledge and skills development to operationally apply high-resolution satellite imagery to critical forest and land monitoring in tropical forest countries. More specifically, the course focuses on how the System for Earth Observation Data Access...

[Sharing the "Forests and Transparency under the Paris Agreement" MOOC multilingual experience](#)



This Massive Open Online Course (MOOC) was based on the FAO e-learning course "Forests and transparency under the Paris Agreement" available on the FAO e-learning Academy. In this course participants learnt about the importance of forest-related data collection, analysis...

Further learning

Rautner, M., Leggett, M. & Davis, F. 2013. [The Little Book of Big Deforestation Drivers](#), Global Canopy Programme: Oxford.

Leggett, M. 2013. [Drivers of deforestation and WTO rules: Conflicts and Solutions](#). Oxford: Global Canopy Programme.

Prince's Charities' International Sustainability Unit. 2015. [Tropical Forests. A review](#).

Lovera, S. 2003. [Going to the roots: addressing the underlying causes of deforestation and forest degradation](#)

Streck, C. & Zurek, M. 2013. [Addressing Agricultural Drivers of Deforestation](#). ClimateFocus.

Kissinger, G., Herold, M. & De Sy, V. 2012. [Drivers of Deforestation and Forest Degradation: A Synthesis Report for REDD+ Policymakers](#). Lexeme Consulting, Vancouver Canada, August 2012.

Lanly, J. 2003. [Deforestation and forest degradation factors](#). XII World Forestry Congress paper.

FAO. 2011. [Submission to the UNFCCC Secretariat on issues identified in decision 1/CP. 16, paragraph 72 and appendix II](#), in answer to the invitation of paragraph 5 of draft conclusions UNFCCC/SBSTA/2011/L.25.

FAO. 2013. [Climate change guidelines for forest managers](#). FAO Forestry

FAO. 2013. [FRA 2015 Terms and definitions](#). Forest Resources Assessment Working Paper 180.

Hosonuma, N., Herold, M., De Sy, V., De Fries, R.S., Brockhaus, M., Verchot, L., Angelsen, A. & Romijn, E. 2012. An assessment of deforestation and forest degradation drivers in developing countries. *Environ. Res. Lett.* 7 (2012) 044009 (12pp).

Credits

This module was developed with the kind collaboration of the following people and/or institutions:

Initiator(s): Maria Ruiz Villar - FAO, Forestry Department

This module was revised in 2018 to strengthen gender considerations.

Initiator(s): Gender Team in Forestry

Reviewer(s): Maria Ruiz Villar - FAO, Forestry Department

